



**MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION**

# **Espace budgétaire au Maroc: les perspectives à moyen terme**

**ABDELATIF.NAANAA**

**DEPF 11 05 2007**

# Vers un espace budgétaire moins contraignant

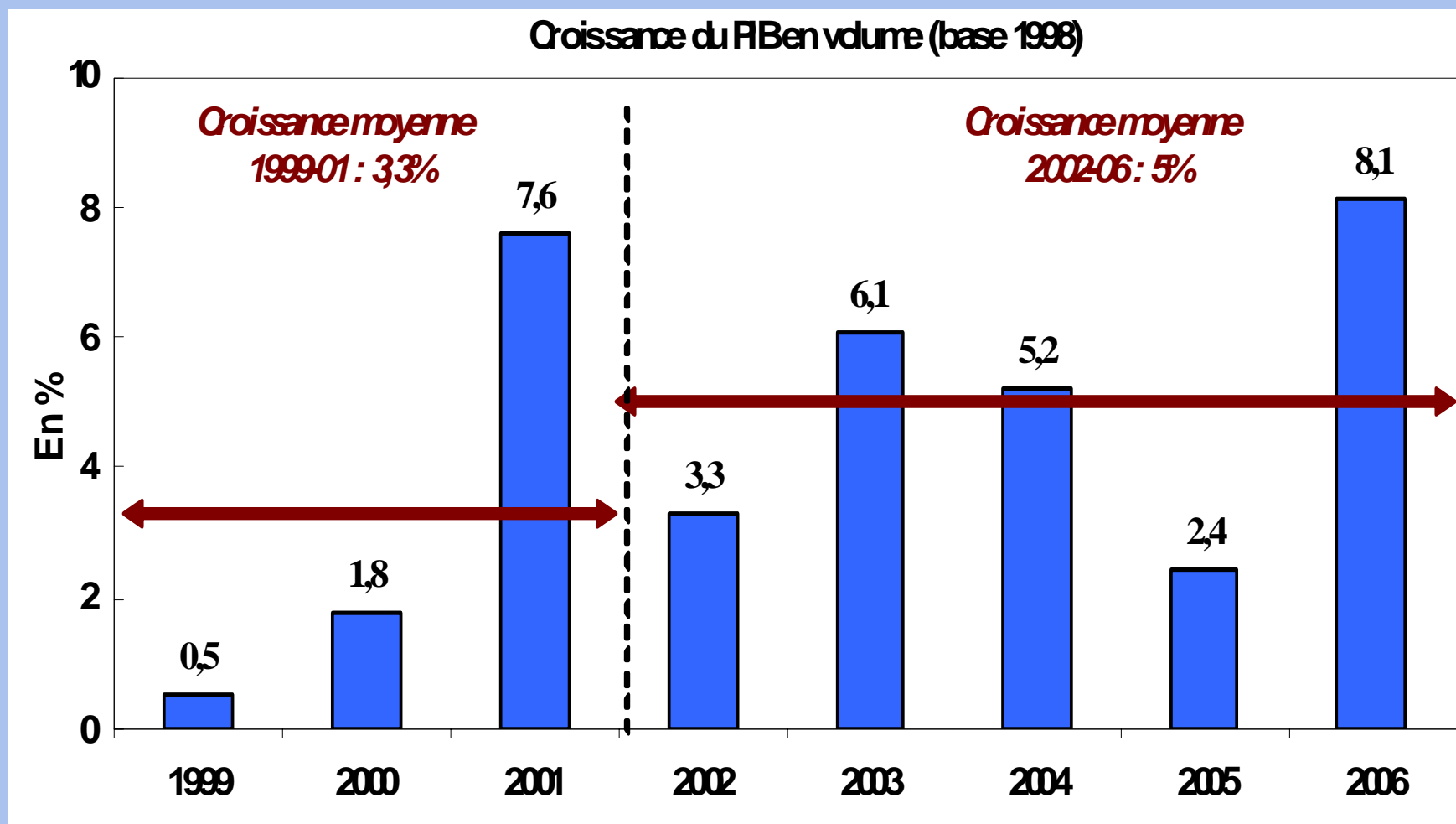
1. Où en est le Maroc aujourd'hui en matière de performance économique et sociale?
2. Qu'a fait le Maroc pour atteindre ces résultats?
3. A quelle vitesse converge-t-il pour atteindre ces résultats?
4. Quelles sont les décisions prises pour être au rendez vous?
5. Quels sont les résultats attendus par le Maroc dans une perspective à moyen terme?
6. Le Maroc encourt-il des risques en élargissant son espace budgétaire?

**Où en est le Maroc aujourd'hui en  
matière de performance économique  
et sociale?**

**Quelques indicateurs globaux**

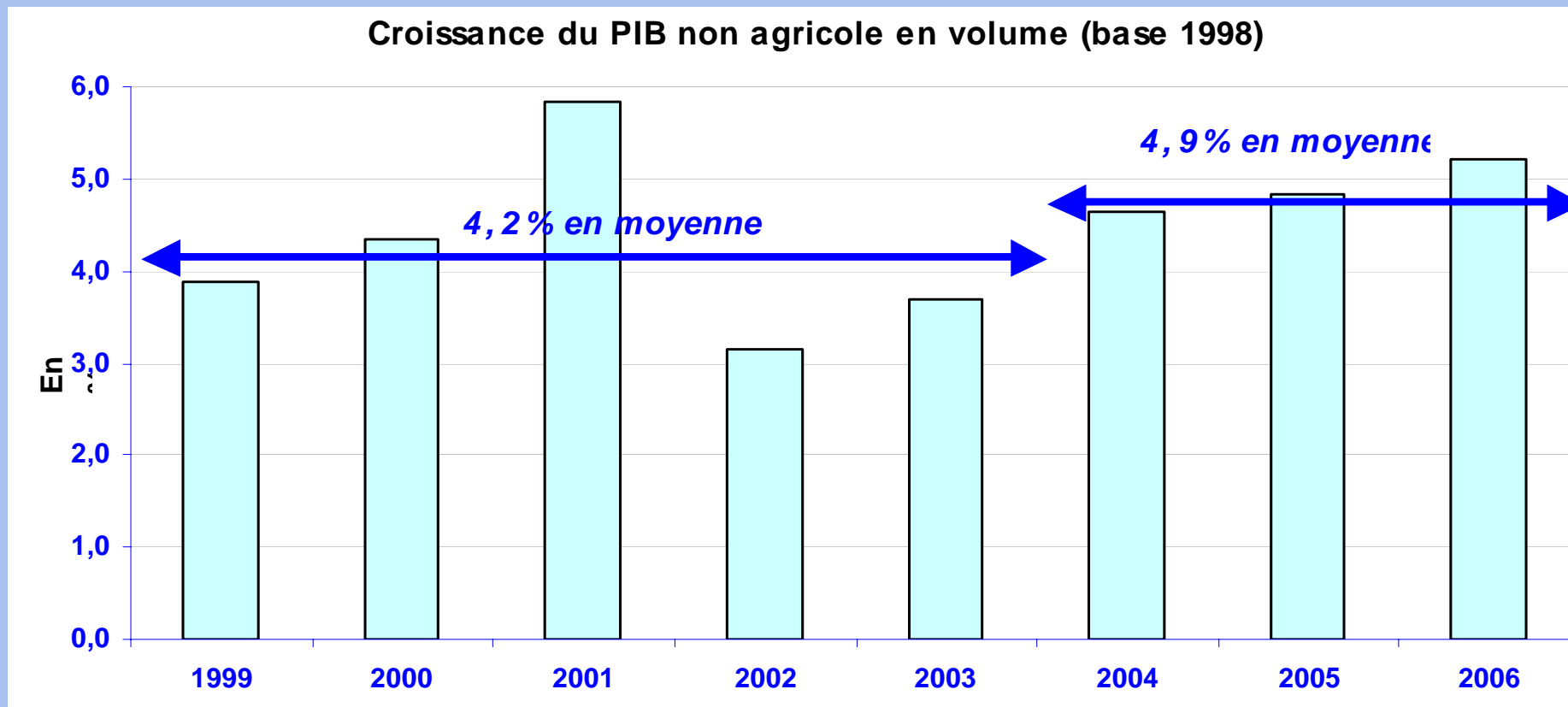
# Croissance Economique

# Consolidation de la croissance économique



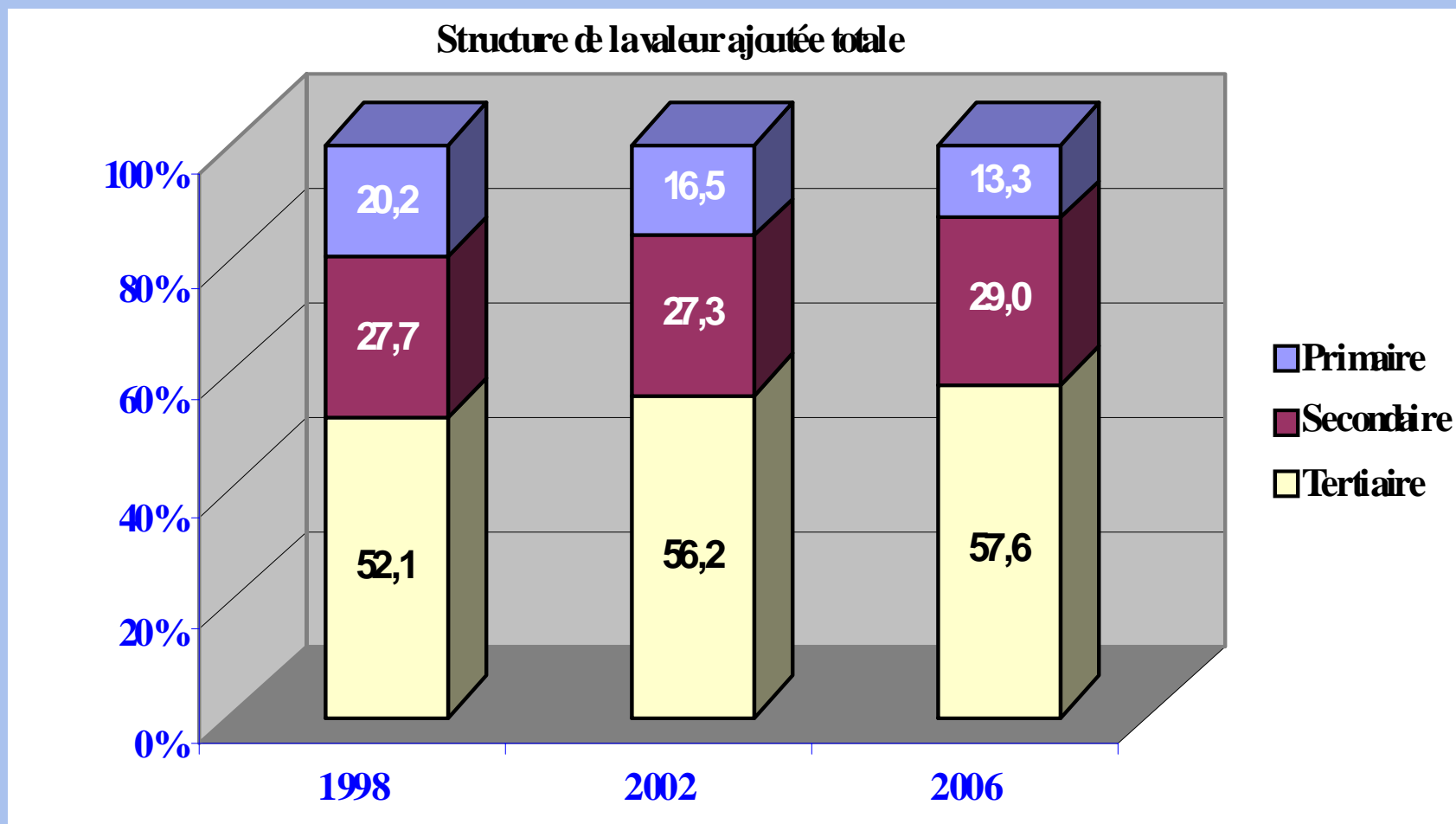
Amélioration du rythme de croissance du PIB, passant de 3.3% en 1999-2001 à 5% en 2002-2006.

# Nouveau palier de croissance du PIB non agricole



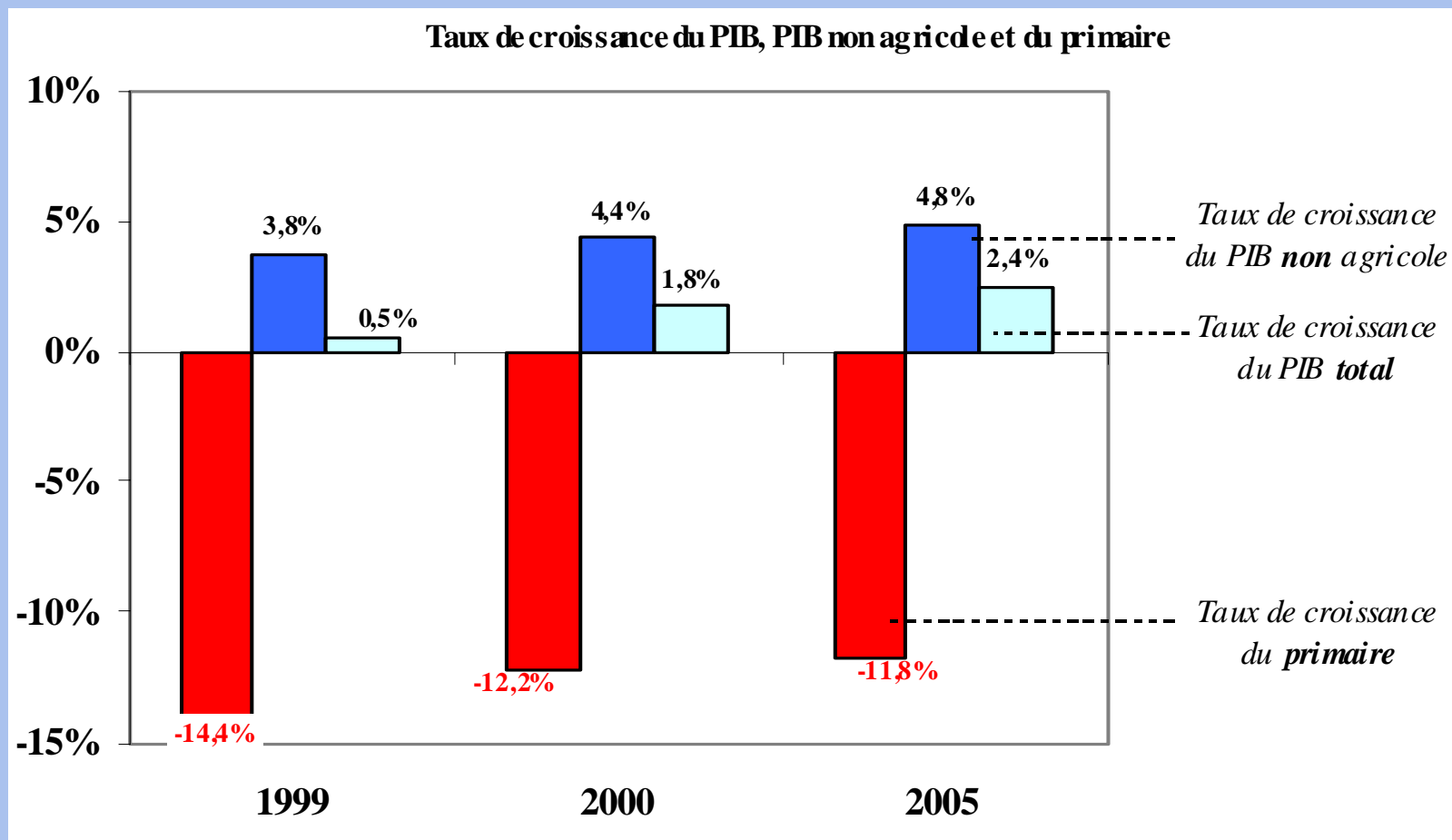
- Un PIB global moins volatil (volatilité passant de 7,5 en 1991-1997 à 2,8 entre 1998 et 2006) traduisant l'atténuation des effets de la sécheresse sur l'activité économique.

# Contribution de plus en plus importante du secteur tertiaire



Baisse du poids du primaire au profit du tertiaire.

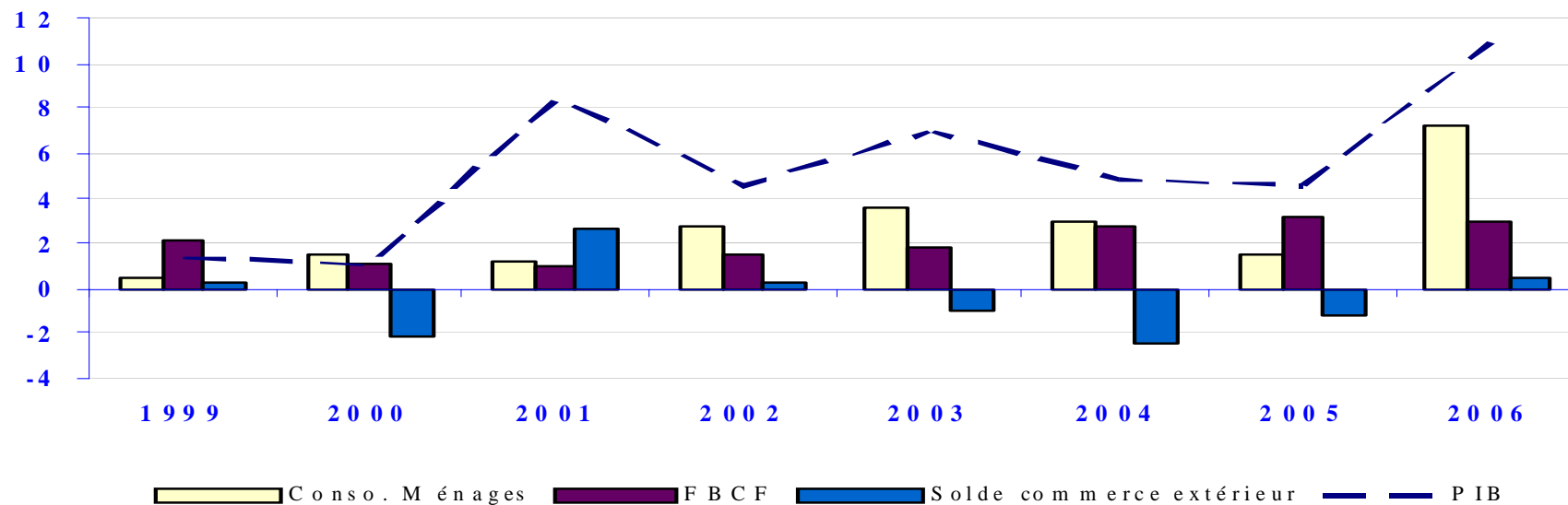
# Capacité de résistance accrue face aux chocs de sécheresse





# Croissance économique soutenue principalement par la demande

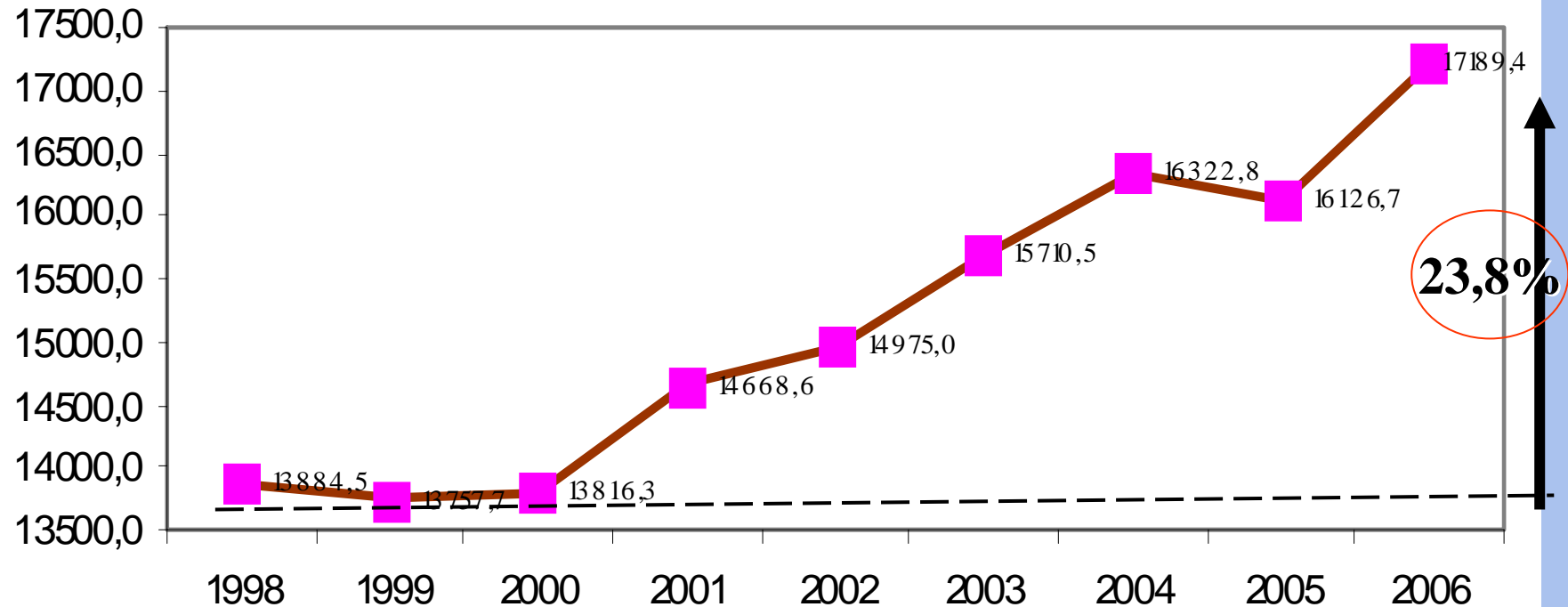
Contributions à la croissance nominale



- ❖ **Consommation des ménages** (1,7% en moyenne entre 1999-2001 à 6,2 % en 2002-2006).
- ❖ **Dynamisme soutenu de la FBCF publique et privée.**

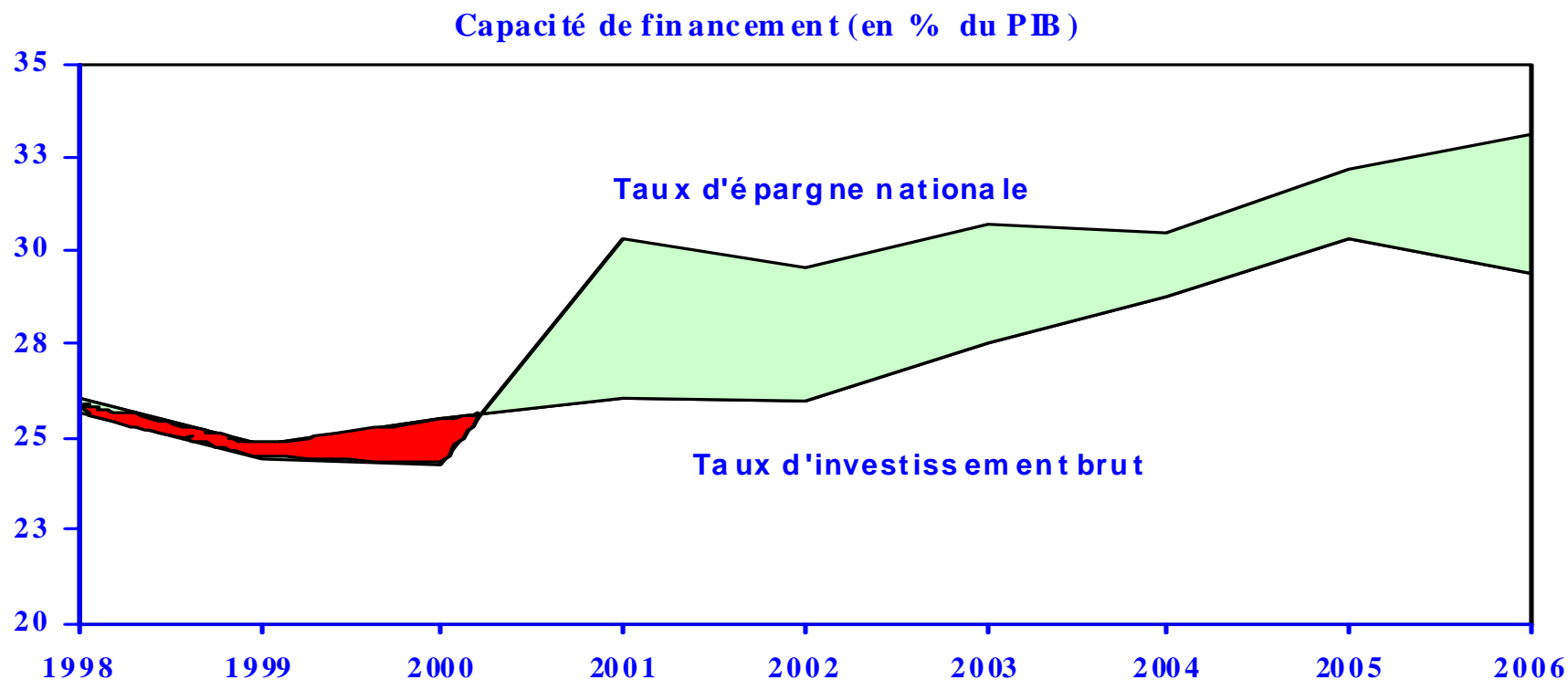
# Une croissance soutenue du PIB par habitant

PIB par habitant en dirhams constants



Amélioration du PIB par habitant (en dirhams constants) de 24% entre 1998 et 2006, soit une hausse moyenne de 3% par an.

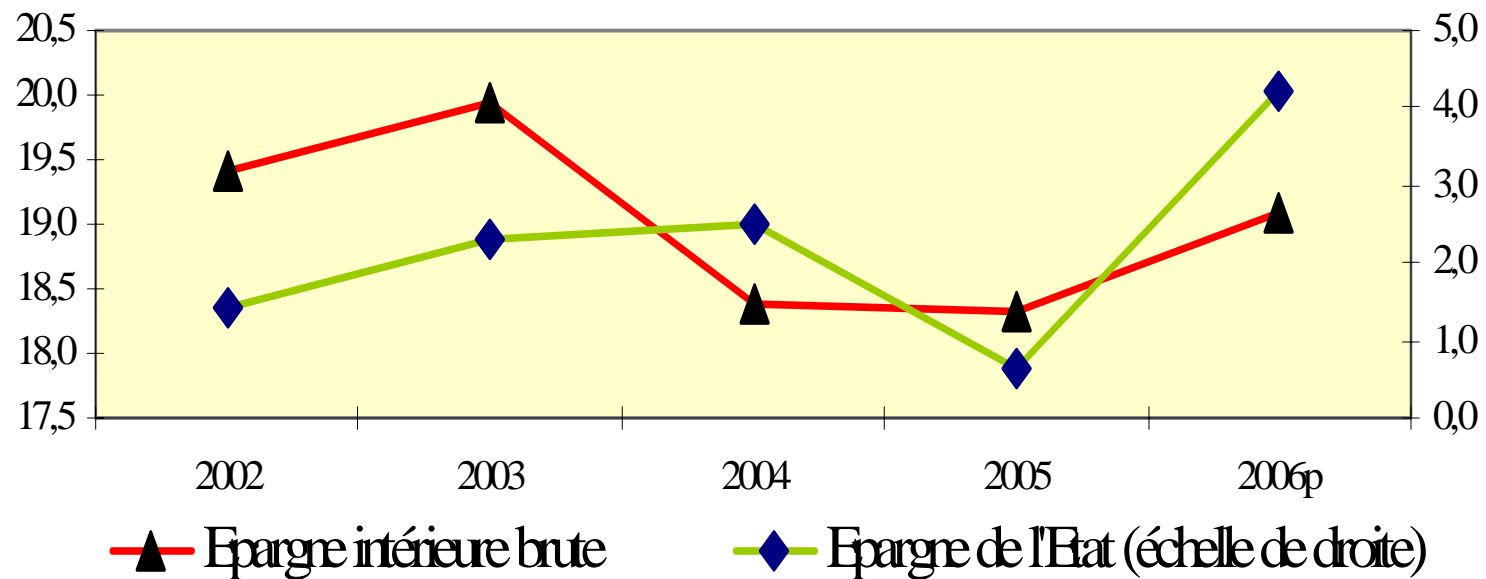
## Disponibilité accrue de ressources de financement de l'économie ( 3,1% du PIB à partir de 2001)



- ❑ Amélioration du taux d'investissement brut moyen : 29,4% en 2006 contre 26% en 1998.
- ❑ Évolution favorable de l'épargne nationale : 25,6% du PIB en 1998 à 33,2% en 2006.

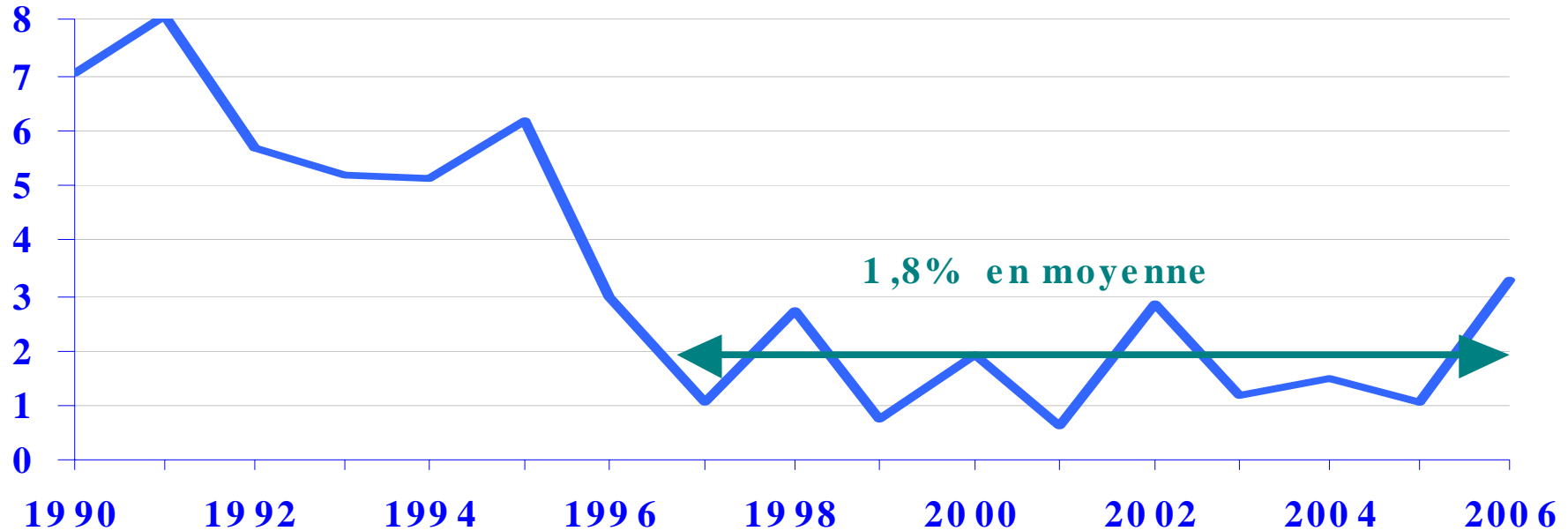
# Mais aussi une amélioration de l'épargne de l'État

## Evolution de l'épargne intérieure



# Inflation de plus en plus contenue

Evolution de l'inflation en %

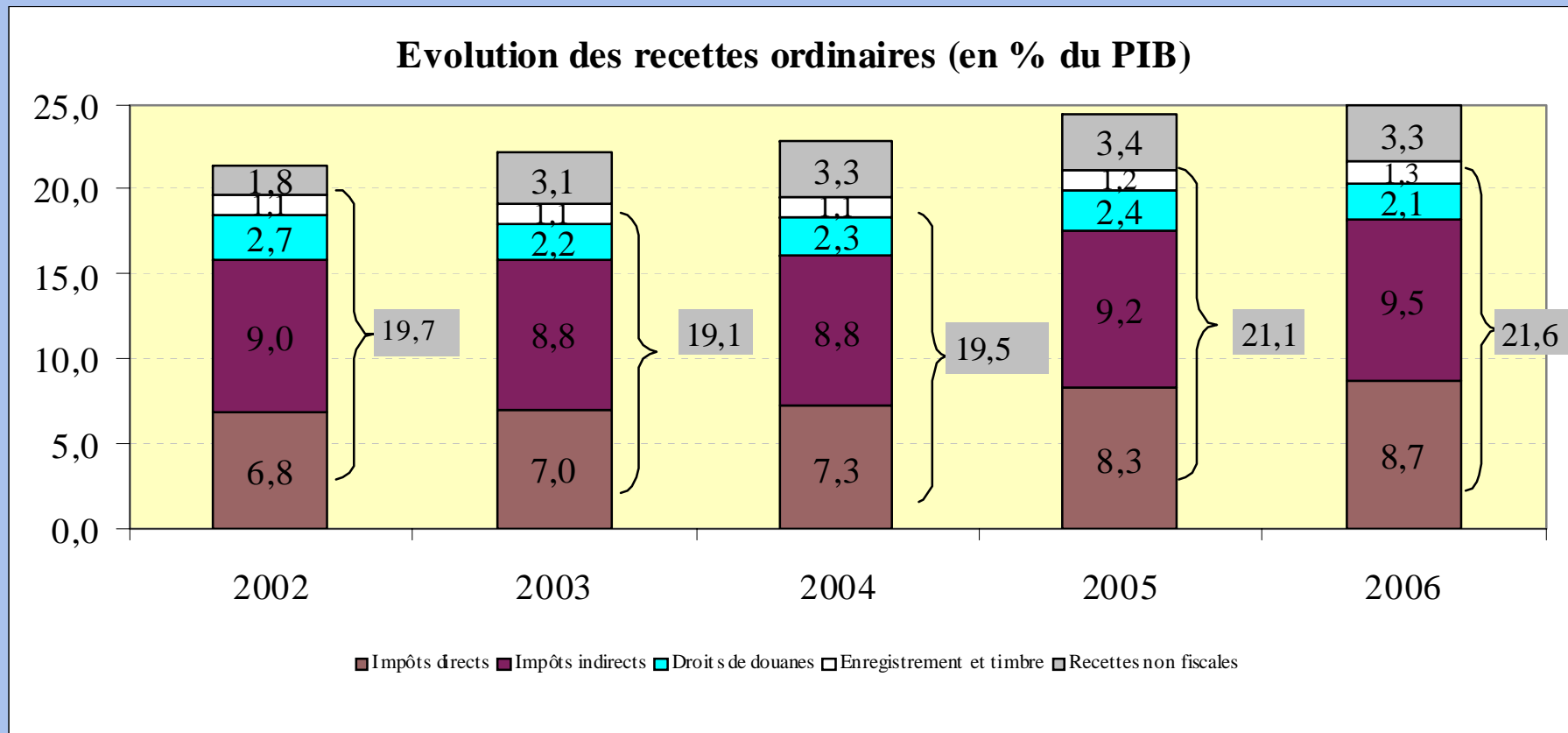


**La politique menée par les pouvoirs publics (politique monétaire prudente et à un financement non inflationniste du déficit budgétaire) a contribué à une réelle maîtrise de l'inflation dont le taux a été contenu dans la limite de 1,8% depuis 1996.**

## Résultats obtenus en dépit de certaines contraintes

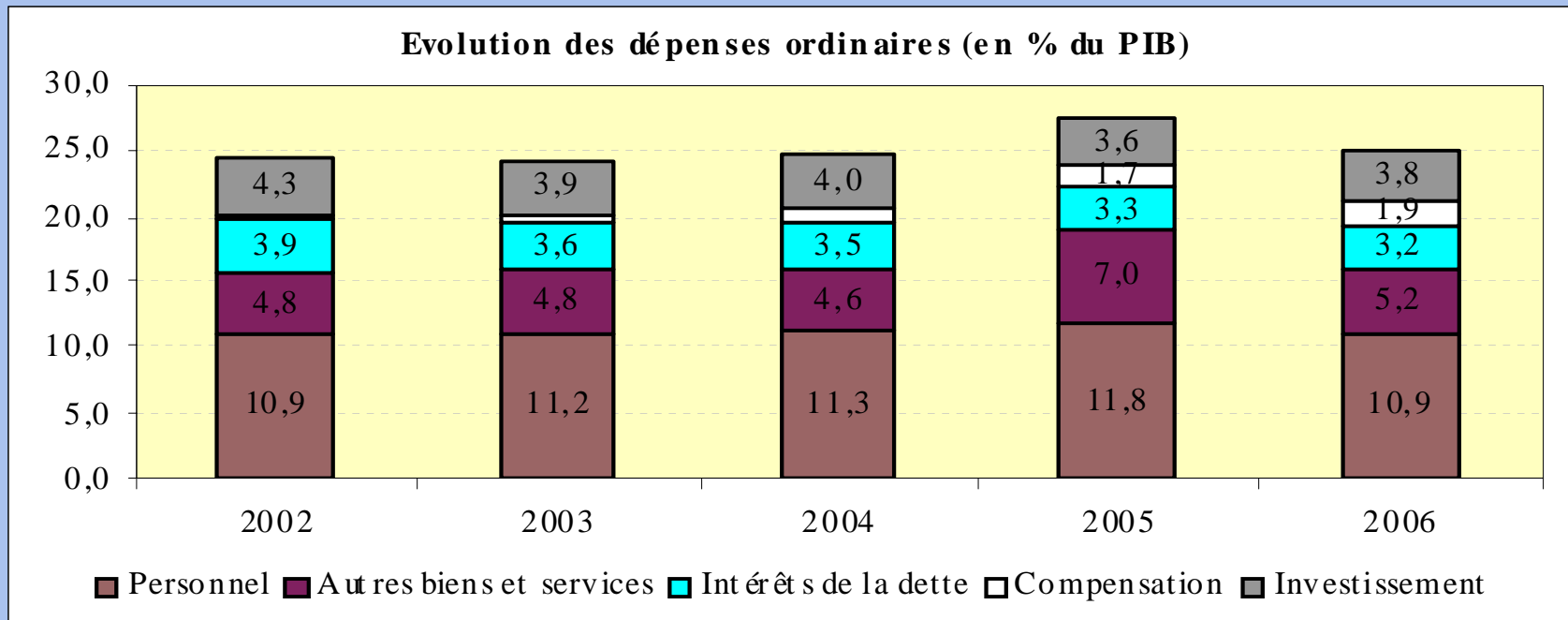
- ❑ Aggravation des charges de compensation.
- ❑ Tremblement de terre de la région d'Al Hoceima.
- ❑ Alourdissement du poids de la masse salariale (63,4 milliards de dirhams en 2006).
- ❑ Lancement de l'opération « Intilaka » qui a permis le départ volontaire à la retraite d'environ 38 600 agents.
- ❑ Apurement des arriérés de l'Etat vis-à-vis de la CMR (11 milliards de dirhams).

# Une pression fiscale relativement stable



- Stabilité relative de la pression fiscale.
- Hausse de la fiscalité directe de 2 points du PIB entre 2002 et 2006 contre un accroissement de la fiscalité indirecte de 0,5 point du PIB

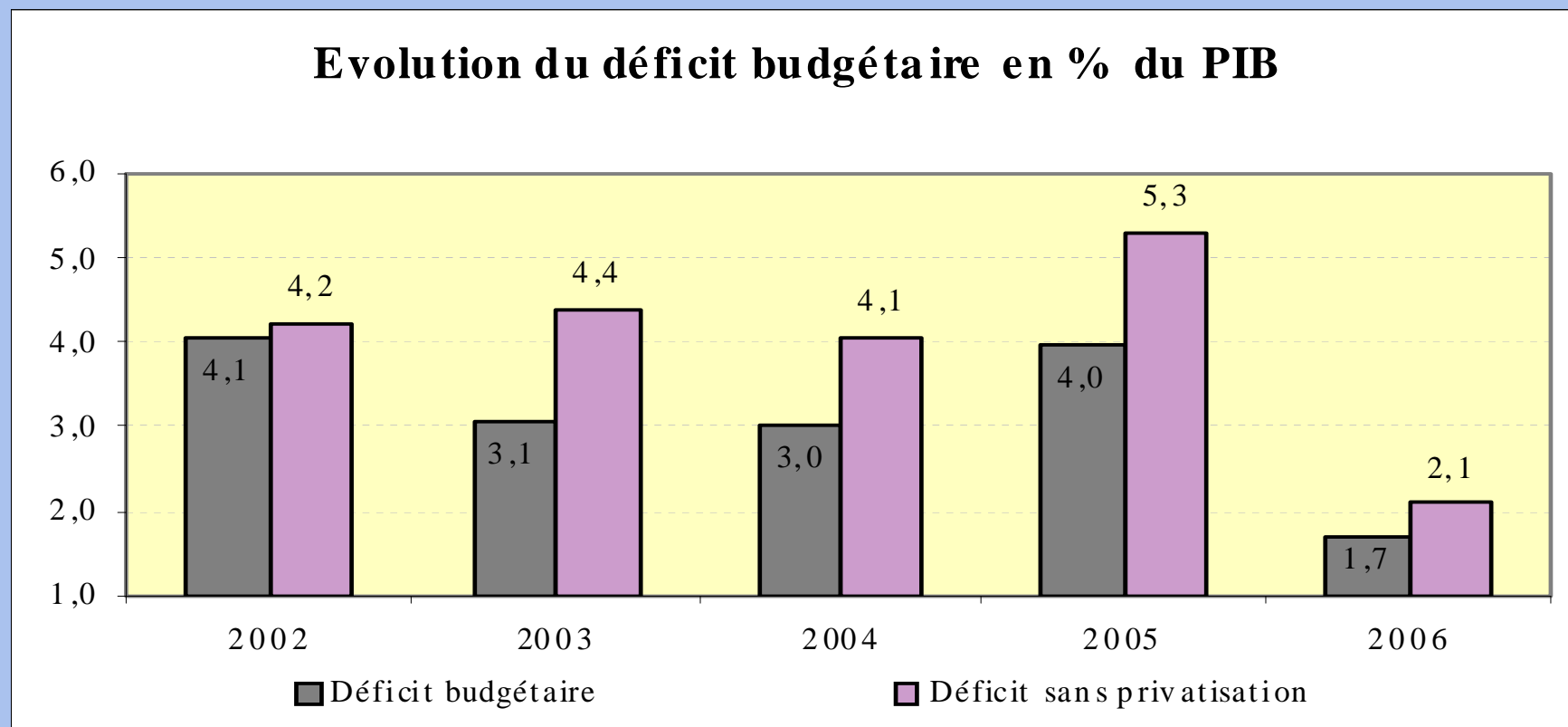
# Des dépenses alourdies par les charges de la compensation



- ❑ Hausse des dépenses au titre de la masse salariale suite aux différents dialogues sociaux avant de connaître une tendance baissière suite au DVR.
- ❑ Stabilité des dépenses des autres biens et services autour de 4,8% du PIB, sauf pour les années 2005 et 2006 qui traduisent les effets de l'opération DVR .
- ❑ Baisse permanente des intérêts de la dette.
- ❑ Progression des dépenses de compensation occasionnée par la prise en charge partielle de la hausse des prix des produits pétroliers.

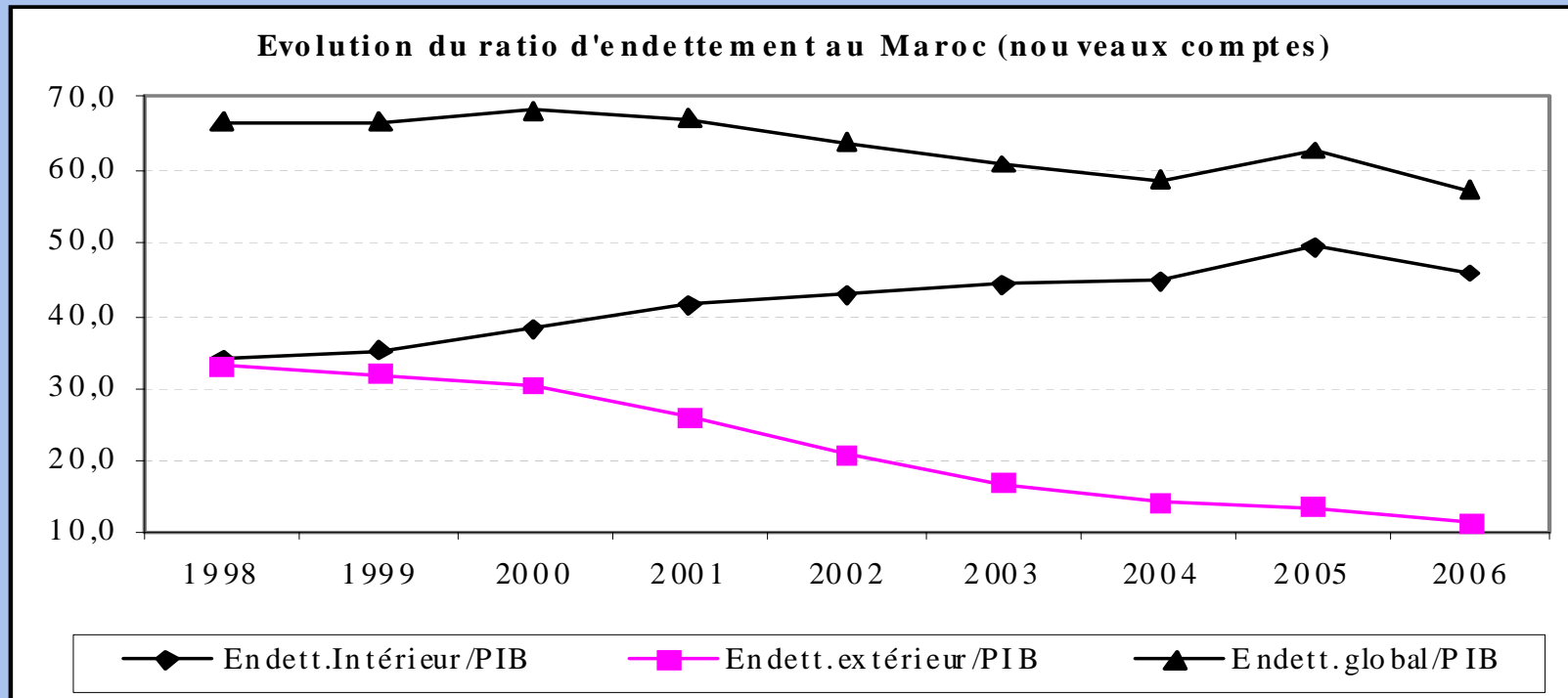


# Un déficit budgétaire plus soutenable



- ❑ La période 2002-2006 a connu une réduction du déficit budgétaire sauf en 2005 qui est considérée comme exceptionnelle en matière des dépenses.
- ❑ le déficit budgétaire soutenable a été de 3,9% du PIB en 2003-2006 contre 2,4% en 1998-2002.

# Une réduction de plus en plus perceptible du taux d'endettement



- ❑ le taux d'endettement global du Trésor est passé de 63,7% en 2002 et à 57% en 2006, soit une baisse de 7 points de PIB en 4 ans.
- ❑ Desserrement de la contrainte budgétaire : si en 1998-2002 il fallait un solde primaire de +1,9% du PIB pour stabiliser le taux d'endettement, -0,5% était suffisant pour parvenir au même résultat en 2003-2006<sup>8</sup>

**Qu'a fait l'Etat pour atteindre ces résultats?**

# Des réformes importantes au niveau des finances publiques

## ❑ Consolidation des recettes :

- Réforme fiscale dans le sens de la simplification et harmonisation (*Code Général des Impôts, élargissement de l'assiette fiscale, modernisation de l'administration fiscale*).

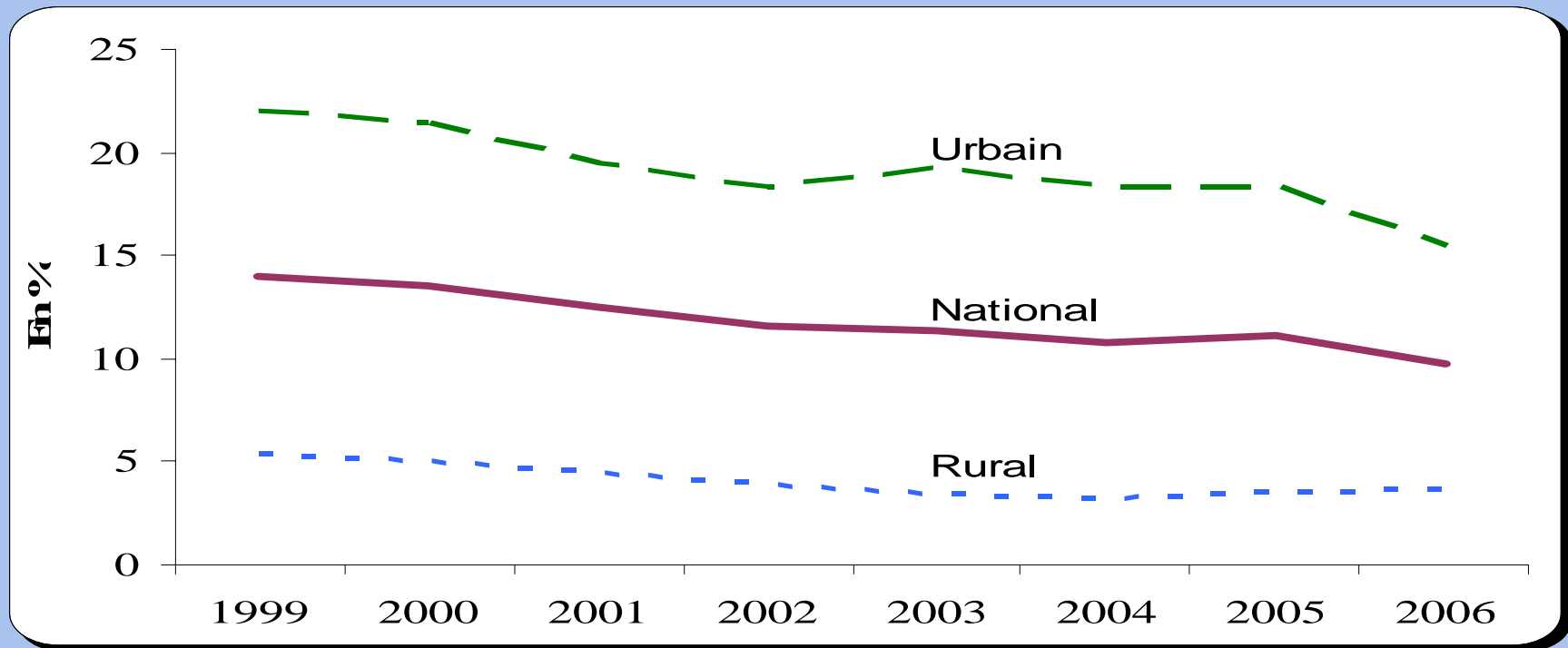
## ❑ Maîtrise des dépenses publiques :

- Gestion du budget axée sur les résultats (*14 départements ministériels*), CDMT, GID, maîtrise de la masse salariale et du train de vie de l'État, ...

Une orientation de plus en plus confirmée vers un  
Système efficace de gestion des finances publiques  
(conclusions du rapport CFAA)

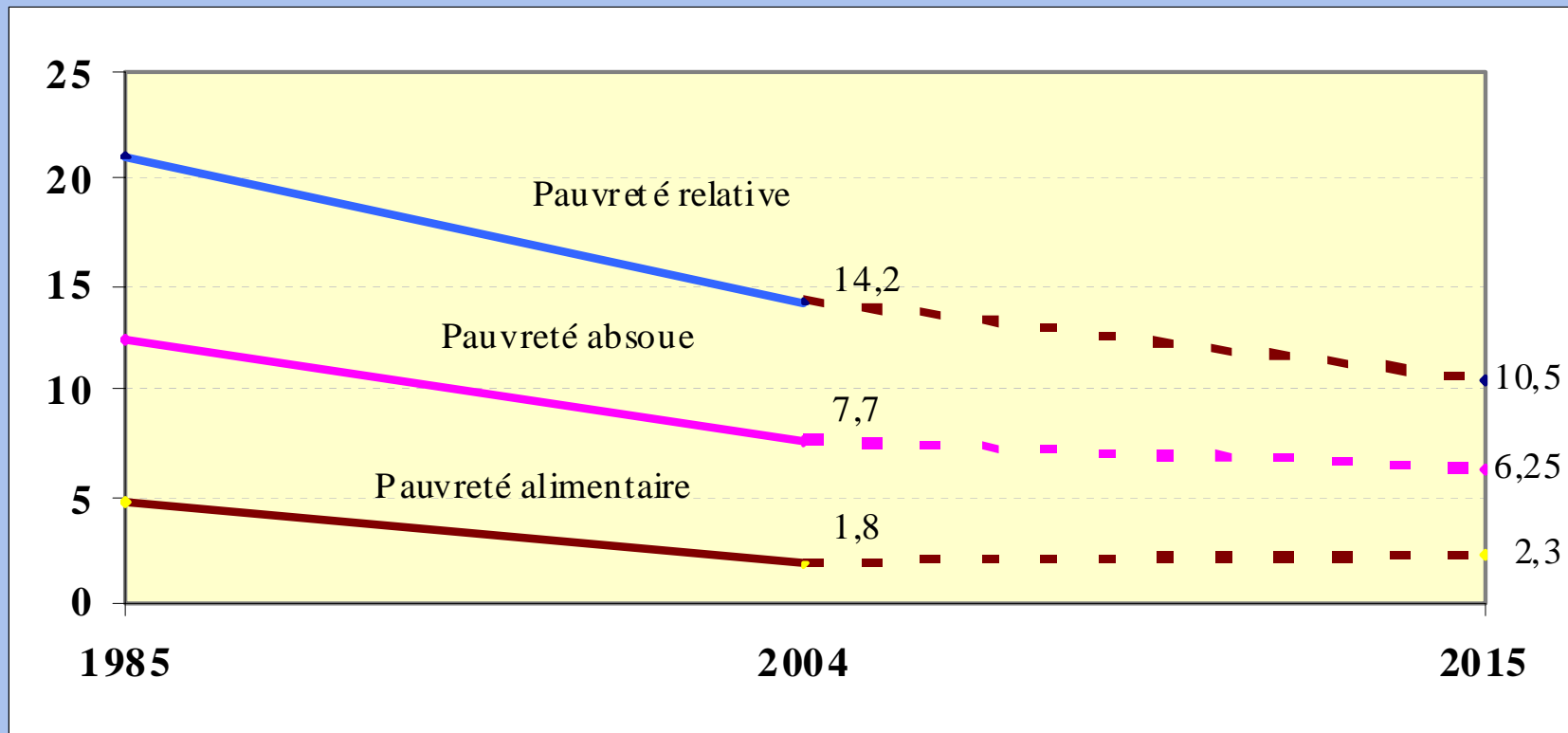
- ❑ Risque global budgétaire, comptable et de contrôle: un niveau globalement faible.
- ❑ Zones de risques plus élevés (opacité de la déconcentration, retards dans les délais de paiement et production tardive des états financiers).
- ❑ Résorption de ces déficits est à portée de l'Administration marocaine notamment dans le cadre des réformes en cours.

# Taux de chômage de plus en plus faible



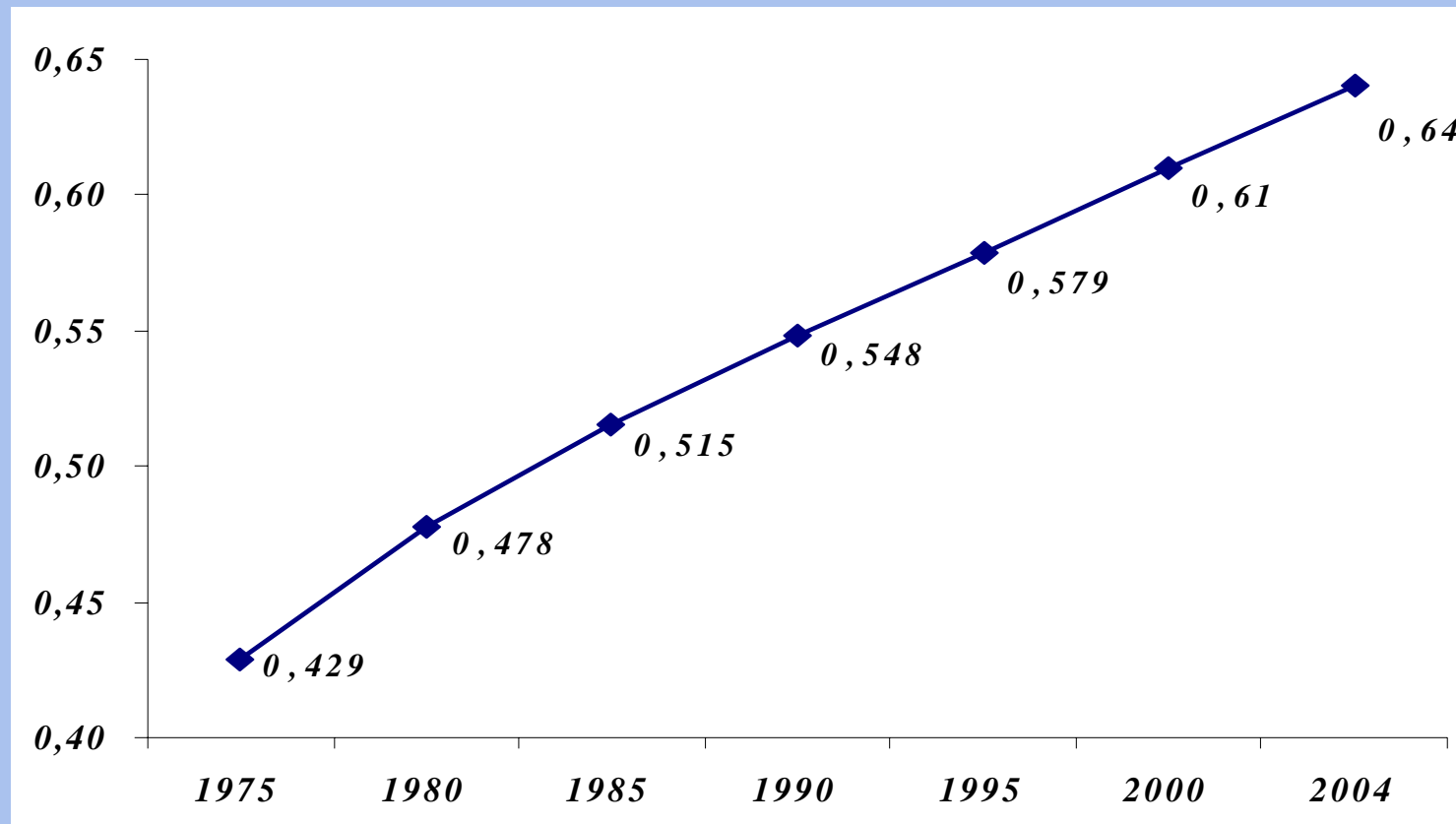
- ❑ Amélioration de la croissance, au cours des dernières années, a permis une baisse sensible du taux de chômage (9,7% en 2006 contre 13,9% en 1999).
- ❑ Milieu urbain (15,5% en 2006 contre 22% en 1999), les femmes (20,9% en 2006 contre 27,6% en 1999), les diplômés (20,8% en 2006 contre 29,2%) et les jeunes (31,7% en 2006 contre 37,8%).

# La pauvreté se réduit progressivement



- ❑ Recul de la pauvreté: 14,2% en 2004 contre 17,5% en 2001 et 22% en 1985.
- ❑ Importance de la pauvreté en milieu rural (22% en milieu rural contre 7,9% en milieu urbain en 2004).

# Mais une amélioration encore insuffisante de l'Indicateur de Développement Humain



Par rapport aux autres pays (123ème rang en 2006)



**A quelle vitesse converge le Maroc  
vers les OMD?**

# Rythme de réalisation des OMD insuffisant pour être au rendez-vous de 2015

Objectifs	Cible	1990	2004	2015	vitesse de réalisation (1990-2004)	rythme de convergence (2004-2015)
<b>1- Réduire de moitié la pauvreté</b>	1- Réduire de moitié la pauvreté relative	21,0	14,2	10,5	<b>-2,0%</b>	<b>-2,7%</b>
	2- Réduire de moitié la vulnérabilité	44,0	40,0	22,0	<b>-0,9%</b>	<b>-5,3%</b>
	3- Réduire de moitié les inégalités dans les dépenses (10% des ménages les plus aisés)	30,5	29,7	15,3	<b>-0,1%</b>	<b>-5,9%</b>
<b>2- Assurer l'éducation primaire pour tous</b>	1- Généraliser le préscolaire	40,5	50,1	100,0	<b>1,4%</b>	<b>6,5%</b>
	2- permettre aux enfants d'achever le cycle des études collégiales	17,5	31,9	100,0	<b>4,1%</b>	<b>10,9%</b>
	3- Réduire de moitié le taux d'analphabétisme des 10 ans et plus	45,0	57,0	80,2	<b>2,4%</b>	<b>3,2%</b>
<b>3- Réduire de deux tiers la mortalité des enfants de moins de 5</b>	1- Réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	76,00	47,00	28,00	<b>-3,9%</b>	<b>-4,6%</b>
	2- Réduire de deux tiers le taux de mortalité infantile	57,00	40,00	23,00	<b>-2,9%</b>	<b>-4,9%</b>
	3- Réduire de deux tiers le taux de mortalité néonatale	31,00	27,00	14,00	<b>-1,1%</b>	<b>-5,8%</b>
<b>4- Réduire de trois quart le taux de mortalité maternelle</b>	1- Réduire de trois quart le taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	332	227	83	<b>-3,1%</b>	<b>-8,7%</b>
<b>5- Combattre le VIH-SIDA, le paludisme et d'autres maladies</b>	1- Stopper le propagation du VIH-SIDA pour les femmes enceintes	0,03	0,13			

**Quelles sont les décisions prises pour être au rendez vous?**

# Réforme fiscale

- ❑ Élargissement de l'assiette fiscale.
- ❑ Poursuite des réformes portant sur la suppression de la double imposition et par la consolidation du dispositif de lutte contre la sous-facturation, la fraude fiscale et la contrebande.
- ❑ Convergence progressive vers un taux unique de TVA.
- ❑ Modernisation de l'administration fiscale et de l'administration douanière en vue d'améliorer leur efficacité et la qualité de leurs prestations et de mieux lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

# Réforme budgétaire

- ❑ Généralisation de la nouvelle approche budgétaire axée sur les résultats;
- ❑ Généralisation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) à l'ensemble des Ministères;
- ❑ Généralisation de la mise en place du référentiel emplois/compétences, et à l'organisation du départ volontaire à la retraite du personnel des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif.
- ❑ Poursuite des efforts de décompensation et de gestion active de la dette.

**Quels sont les résultats attendus  
dans une perspective à moyen  
terme?**

# Une croissance économique à moyen terme porteuse

- **La croissance économique s'établirait à 5,6% entre 2008 et 2012 suite à l'amélioration des activités non agricoles (5,7%) et celles du primaire (4,6%) :**
  - ❖ **Industrie** : Plan Emergence, zones offshore « CASASHORE » à Casablanca et « MED-ZONES » à Tanger...
  - ❖ **Énergie** : Mesures en matière de sécurité des approvisionnements, de développement de nouvelles formes et sources d'énergie et libéralisation progressive du secteur.
  - ❖ **Mine** : Nouvelles conventions de partenariat en matière de production et de ventes des acides phosphoriques et des engrais avec la Belgique, l'Inde, le Pakistan, l'Iran et le Brésil.
  - ❖ **BTP**: Grands chantiers d'infrastructures de base, Plan AZUR, habitat social,
  - ❖ **Transport** : Libéralisation du transport aérien, privatisation de la Compagnie Marocaine de Navigation (COMANAV) et extension et modernisation du réseau ferroviaire.
- **Tourisme** : Open-Sky, dynamisme continu de l'investissement dans le secteur et renforcement de l'infrastructure touristique et promotion du produit touristique national à l'étranger dans le cadre de la vision 2010.

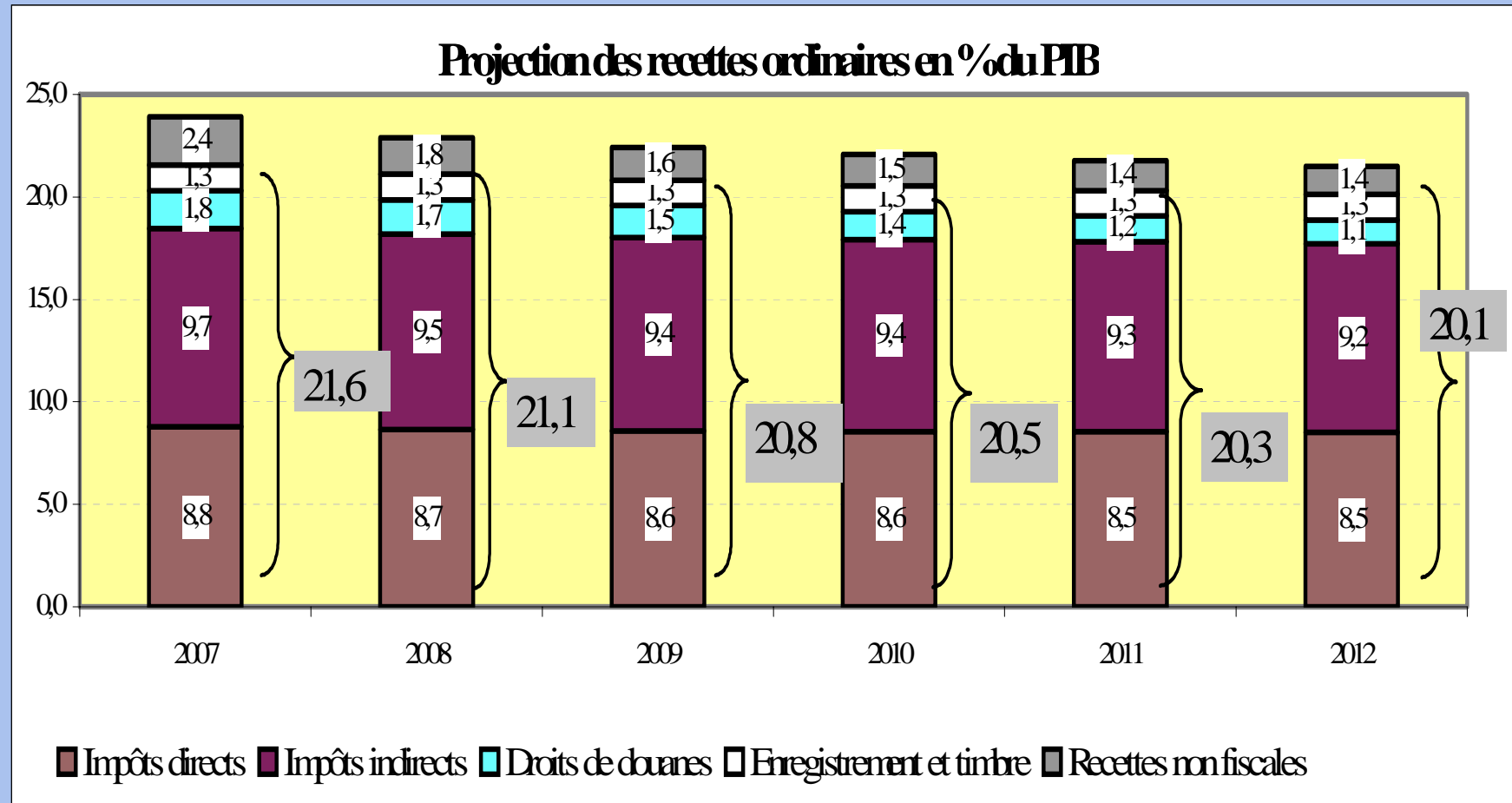
# Un rôle plus dynamique des différentes composantes de la demande

- ❑ Dynamisme soutenu de la demande en lien avec:
  - ❖ Accélération de 9,7% des exportations et des importations (9,4%).
  - ❖ Progression de 7,9% de la consommation des ménages et de 10,8% de la FBCF.
  
- ❑ Consolidation de l'épargne nationale et de l'investissement:
  - ❖ Amélioration de l'épargne nationale d'environ 2 points pour se situer à 36,3% du PIB en 2012 .
  - ❖ Accélération du taux d'investissement brut passant de 31% en 2008 à 34% à l'horizon 2012.

**➡ Une capacité de financement de plus de 2,8% du PIB**

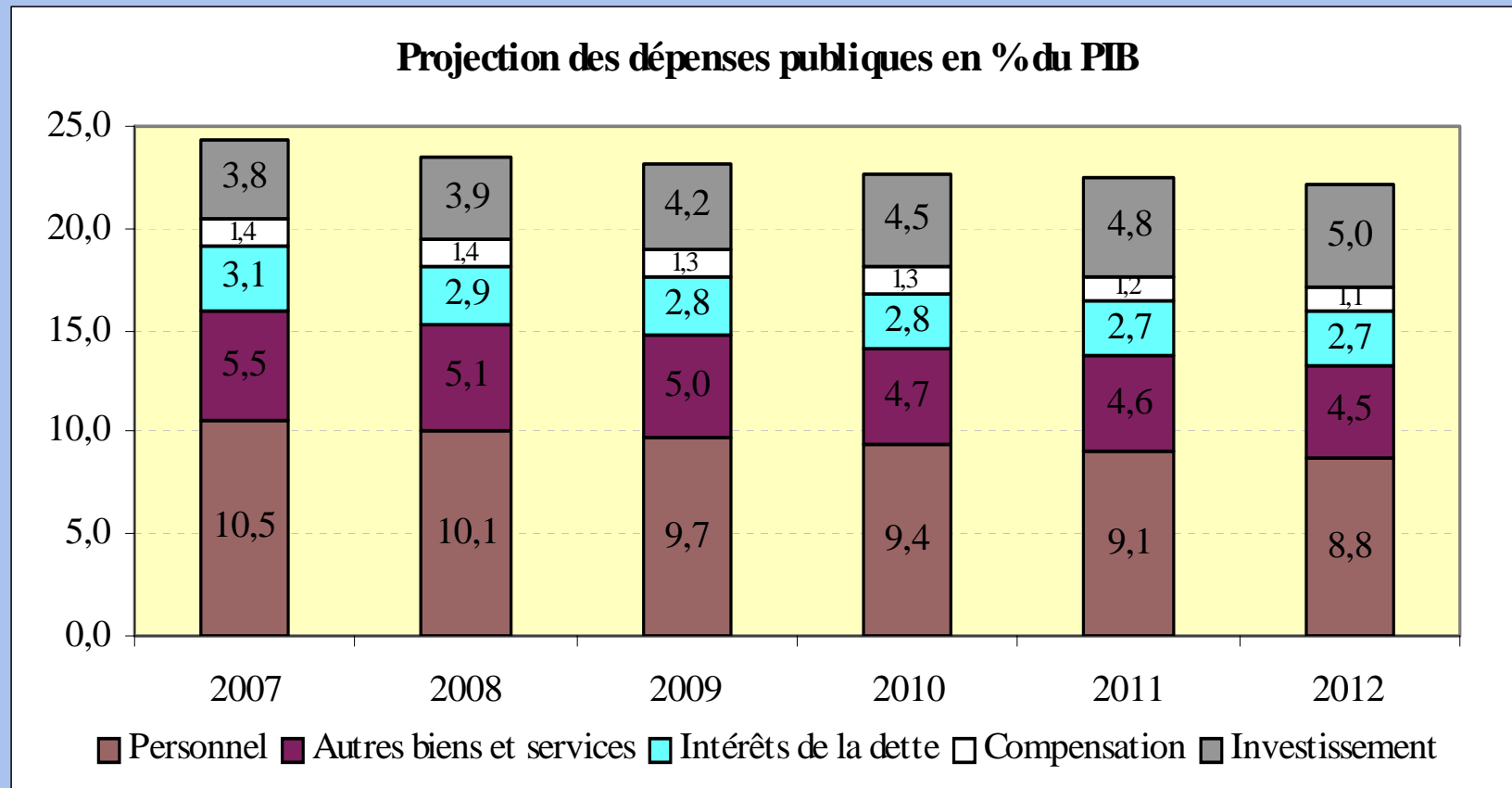


# Une fiscalité au service de la croissance économique



- ❑ Baisse de la pression fiscale à moyen terme, passant de 21,6% en 2007 pour se stabiliser à 20% en 2012.
- ❑ Amenuisement progressif des recettes non fiscales en % du PIB.

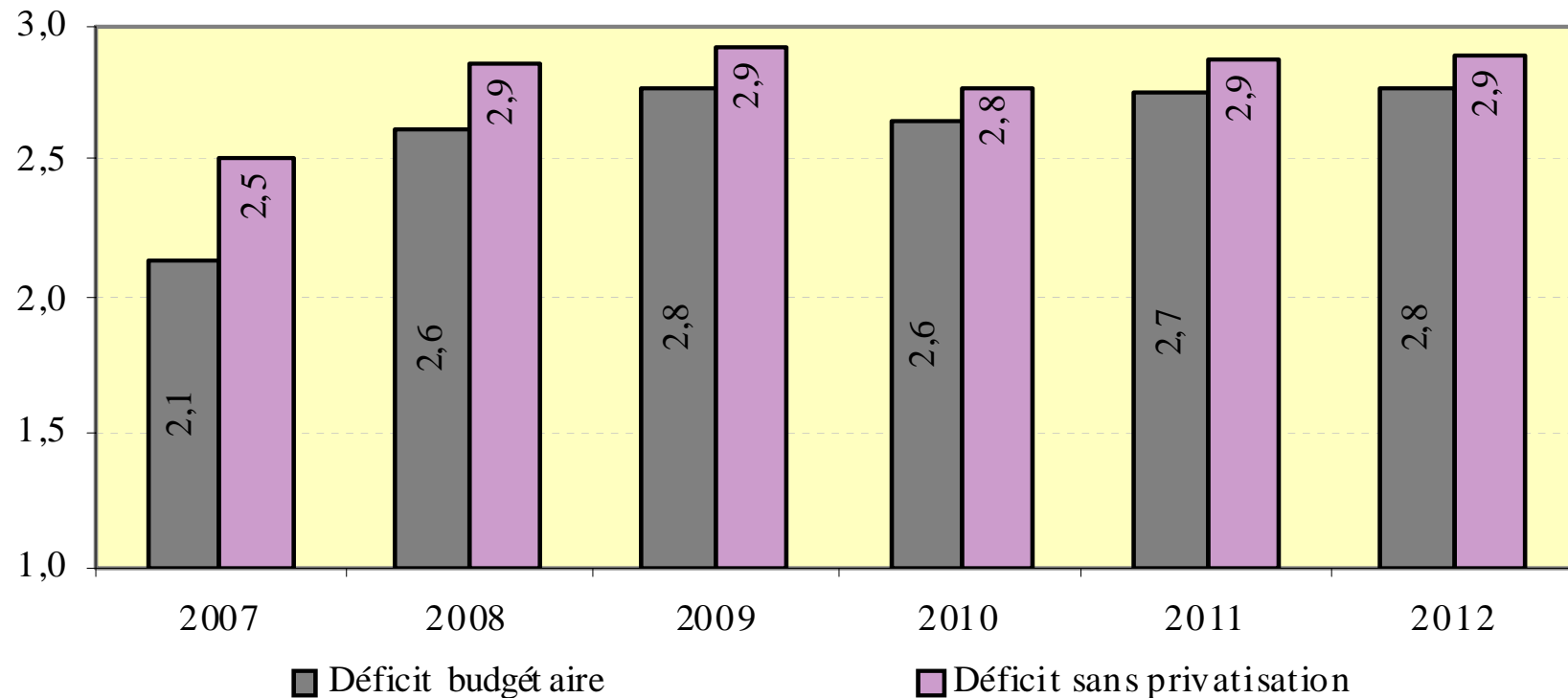
# Une nouvelle configuration du budget de l'État



- Maîtrise des dépenses ordinaires.
- Maîtrise des dépenses récurrentes.
- Reprise des dépenses d'investissement.

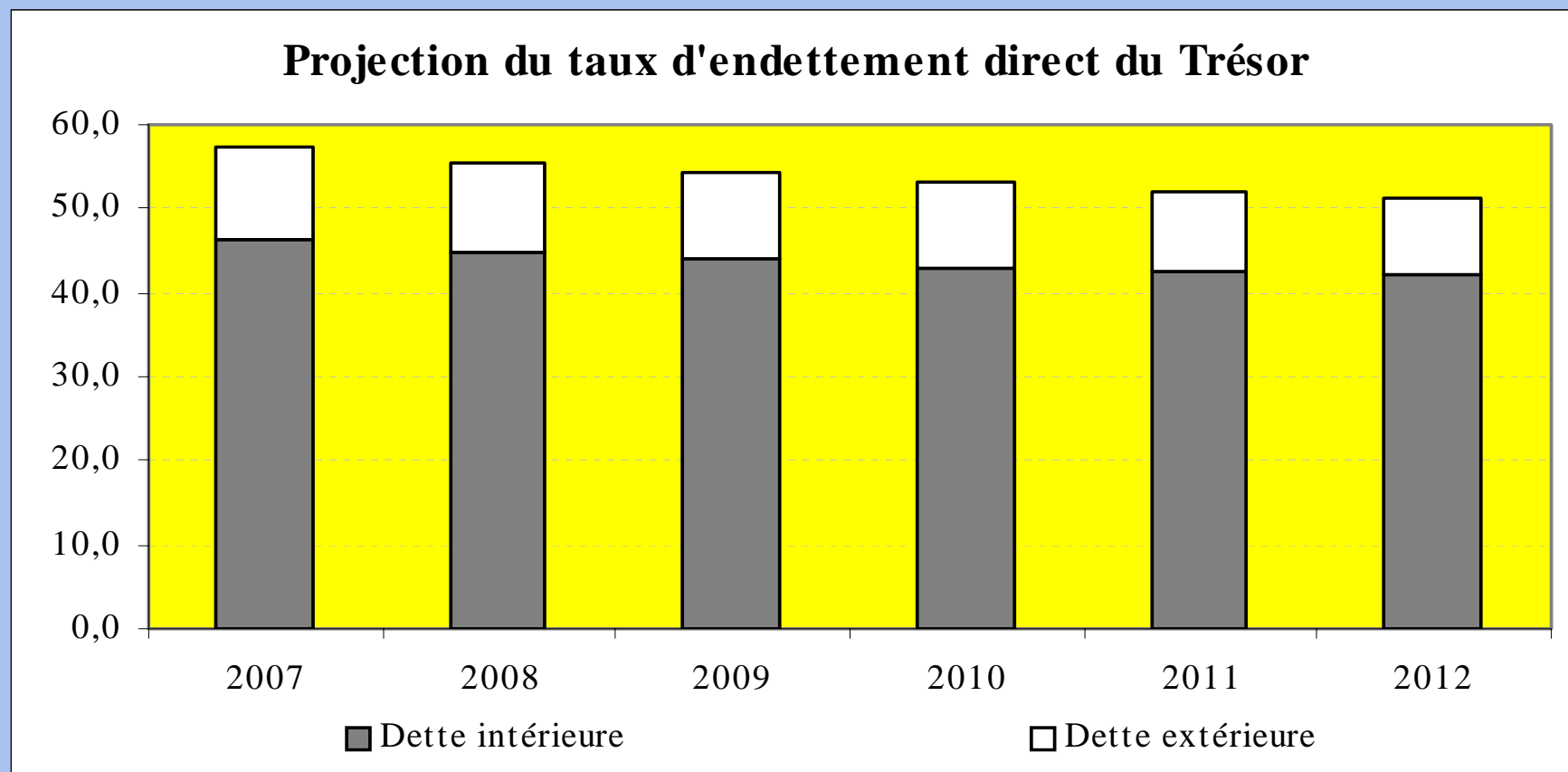
# Un déficit budgétaire maîtrisé

## Evolution du déficit budgétaire en % du PIB



Le déficit budgétaire ne dépasserait pas 2,8% du PIB en dépit de la faiblesse des recettes de privatisation.

# Un taux d'endettement plus faible



Poursuite de la réduction du ratio d'endettement direct du Trésor (52% en 2012 contre 57% en 2006).

**Le Maroc encourt-il des risques en élargissant son espace budgétaire?**

## Défis à relever pour atteindre ces objectifs

- Mobiliser de ressources supplémentaire sans aggraver la pauvreté ou les inégalités?
- Élargir l'espace fiscal sans compromettre la soutenabilité des finances publiques ?
- Éviter de générer des distorsions économiques qui pénalisent la croissance ?

# Risques liés à la détérioration des inégalités?

# Contrairement aux idées reçues, l'utilisation de la TVA à des fins redistributives ne profite pas aux couches défavorisées

**Manque à gagner pour l'Etat occasionné par les taux de TVA (7% et 10%) au lieu du taux normal (20%) (MDH)**

	<b>Classes de la dépense annuelle par personne</b>				
	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
<b>Manque à gagner par quintile</b>	<b>272</b>	<b>402</b>	<b>520</b>	<b>687</b>	<b>1.354</b>
<b>Manque à gagner global pour l'Etat</b>	<b><u>3.235</u></b>				

- Le profit tiré de la mise en œuvre des taux réduits de TVA 7% et 10% par le quintile le plus riche est 5 fois celui du quintile le plus pauvre.



# La Subvention introduit des distorsions favorisant des inégalités

**Manque à gagner pour État occasionné par la subvention du gaz butane**

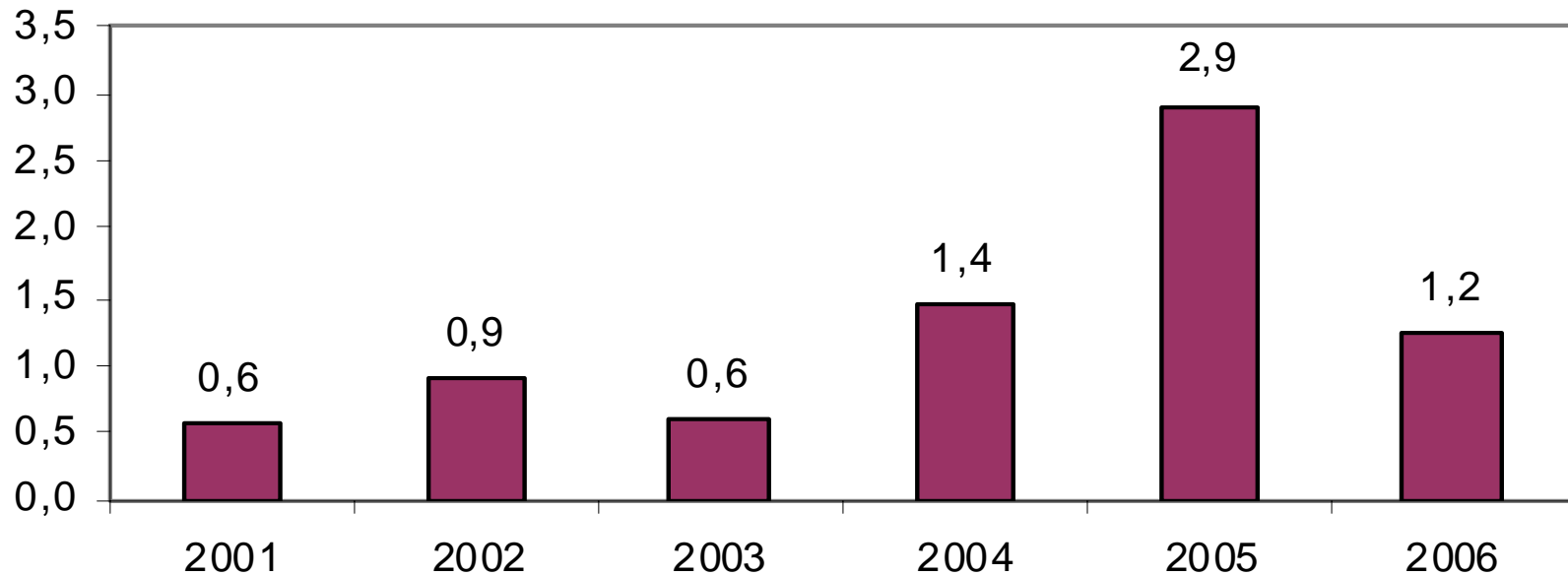
	Classes de la dépense annuelle par quintile				
	1	2	3	4	5
<b>Manque à gagner par quintile</b>	<b>384,5</b>	<b>613</b>	<b>764,6</b>	<b>944,6</b>	<b>1.354</b>
<b>Manque à gagner global pour l'Etat</b>	<b><u>4000</u></b>				

- Le profit tiré de la mise en œuvre de la subvention du gaz butane par le quintile le plus riche est 3 fois celui du quintile le plus pauvre.

# Risques liés à la croissance économique?

# Des recettes plus sensibles à l'activité économique

Elasticité des recettes fiscales au PIB



- ☐ Croissance des recettes supérieure à la hausse tendancielle du PIB

## Et aux modifications opérées dans la structure du tissu économique national

- ❑ La part du secteur informel dans le PIB est passée de 45% (base 80) à près de 40% (base 98) ,
- ❑ Le changement de la structure du PIB est marqué par l'émergence de secteurs à forte valeur ajoutée et par conséquent à fort potentiel de recettes,
- ❑ L'amélioration du revenu par tête au Maroc de près de 2000 dirhams par an,

## Une mobilisation des recettes en faveur de la croissance économique est encore possible

- ❑ Le coût estimé à 21,5 milliards de dirhams en 2006, soit 4,3% du PIB dont 52% de TVA 18% pour l'IS.
- ❑ Les activités immobilières: premières bénéficiaires, soit 17% des dépenses fiscales totales, suivies des produits agricoles et des produits de pêche avec 11% du total pour chaque catégorie de produits.
- ❑ La répartition des dépenses fiscales par bénéficiaire révèle que les entreprises s'accaparent 60% du total contre seulement 22% pour les ménages.



**Merci pour votre  
Attention**